

## Les artistes passent en mode start-up 🚀

De nouveaux modèles apparaissent, inspirés des incubateurs de start-up, mieux adaptés aux besoins et pratiques actuels des plasticiens. A l'instar de Poush, qui propose un accompagnement et une mise en réseau, de même que la Bourse Révélation Emerige. Un défi pour la scène française, encore sous-cotée à l'international.



L'incubateur Poush, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). (Philippe Billard - Manifesto)

Incubateur, pépinière, accélérateur de développement... Un vocabulaire plus familier aux start-up qu'aux artistes. Et pourtant, dans l'art contemporain, protéiforme, il peut aussi être compliqué pour les jeunes créateurs de trouver des locaux adaptés, de financer des moyens de production parfois sophistiqués, de se constituer un réseau, d'obtenir une visibilité à l'international.

Selon le ministère de la Culture, on comptait avant le Covid 66.600 artistes visuels en France, concentrés à 39 % dans l'agglomération parisienne, et surreprésentés dans les grandes villes, parce que les lieux de formation et de diffusion sont là. L'origine sociale influe aussi sur la chance de devenir un artiste professionnel : près de 40 % de ceux qui y parviennent ont un parent CSP+.

### Intervenir plutôt qu'accompagner

Pour élargir ce vivier, l'incubation a un rôle à jouer. Il existe en France des milliers de résidences et de bourses, de durées et montants variables : certaines portées par les collectivités ou par l'Etat avec notamment ses grands établissements (Sèvres, le **Mobilier national**) et ses « Villas » à l'étranger (**Medicis à Rome**, Kujoyama à Kyoto, Velasquez à Madrid, **Albertine aux Etats-Unis**) ; d'autres à l'initiative de fondations reconnues d'utilité publique, comme la Cité internationale des arts à Paris (320 créateurs accueillis) ou la Fondation des artistes (70 ateliers, des aides à la production et à l'international), ou encore des associations subventionnées, telle Artagon à Pantin et Marseille, et des ateliers collectifs gérés par les artistes comme le 6b, en Seine-Saint-Denis.

Si plus du tiers des artistes bénéficieraient de soutiens publics au moins une fois au cours de leur carrière, ces dispositifs peinent à s'adapter à l'évolution des pratiques. La tentation de l'Etat d'intervenir directement, plutôt que d'accompagner ce maillage, demeure, comme aux Ateliers Médicis à Clichy où il a investi 25 millions d'euros pour réhabiliter et aménager le bâtiment, avant d'en définir précisément le projet et les moyens.

### Un chaînon manquant

« Entre l'école d'art et la première galerie qui accepte de vous représenter, c'est particulièrement compliqué, il y a un chaînon manquant », constate Hervé Digne, cofondateur de l'entreprise culturelle Manifesto et de l'incubateur Poush. « Il y a aussi un manque de formation des étudiants au marché. Beaucoup de diplômés abandonnent, ne sachant pas comment et à qui présenter leur travail », ajoute Laurent Dumas, collectionneur très axé sur la scène hexagonale.

Le secteur privé est, lui, plus aguerri à l'entrepreneuriat, au marketing, à la promotion, mieux à même de propulser les artistes dans le bon écosystème. De plus en plus de patrons collectionneurs se mobilisent ces dernières années : Guillaume Houzé (Galleries Lafayette) offre avec Lafayette Anticipation des résidences de recherche et des moyens de production dans un bâtiment du Marais transformé par Rem Koolhaas ; Gérald Azancot (immobilier Fiminco) a installé sa fondation dans une friche industrielle réhabilitée à Romainville où sont rassemblés ateliers, espaces d'exposition, galeries ; Laurent Dumas (promoteur Emerige) a imaginé sa Bourse Révélation dédiée aux artistes émergents et les expose dans un lieu original, attirant nombre de journalistes, professionnels, amateurs ; le lauréat dispose pendant un an d'un atelier et du coaching d'une galerie reconnue, telle Nathalie Obadia.

### Des méthodes complémentaires

« Il est intéressant de repenser le rôle du public et du privé car de nouveaux modèles apparaissent qui apportent une réelle plus-value, des méthodes complémentaires », reconnaît Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français, qui oeuvre à l'internationalisation de la scène nationale. L'Ecole des arts décoratifs s'est d'ailleurs alliée, pour lancer sa Couveuse, à Trampoline, qui rassemble des galeries d'art, des fondations d'entreprise, des mécènes. La Villa Albertine, qui propose du sur-mesure à ses résidents, s'appuie beaucoup sur le financement de mécènes privés.

Parmi ces modèles nouveaux, on compte les incubateurs du groupe SOS, abritant entrepreneurs culturels, artistes, institutions, chercheurs, sous le même toit. Mais surtout celui de Poush, cette version XXL conçue par Hervé Digne et Laure Confavreux-Collieux dans des sites entre deux affectations, d'abord à Clichy-la-Garenne avec Sogelym Dixence, puis actuellement à Aubervilliers dans un bâtiment de caractère de la Société de la Tour Eiffel : 220 artistes y occupent un atelier en solo ou en colocation, moyennant une participation aux charges, disposent d'outils de production, bénéficient d'un accompagnement, de portes ouvertes fréquentées par tout le microcosme de l'art.

## Les marques de luxe s'y mettent aussi

Des initiatives d'autant plus nécessaires que « la scène nationale n'est pas assez valorisée sur le marché mondial; pourquoi les écosystèmes des autres pays le font et pas nous ? La soutenir, c'est partager une certaine idée de la culture française », pointe Laurent Dumas, qui en dix ans a donné un coup de pouce à 120 talents, dont la moitié font une carrière significative. L'Association pour la diffusion internationale de l'art français, qui fédère des collectionneurs depuis trente ans autour du Prix Marcel Duchamp, inspiré du Turner Prize et décerné au Centre Pompidou, soutient désormais des résidences à la Villa Albertine ou à Sèvres.

En outre, « le rayonnement de l'art sert notre pays, car l'industrie du luxe, dont la France abrite les fleurons, s'en nourrit. Alors que Paris est considéré comme la capitale de la création, il faut professionnaliser les parcours des artistes, les intégrer dans cette filière créative d'excellence. Le problème est que, chez nous, la culture étant l'apanage de l'Etat, le privé a longtemps été considéré comme un intrus », ajoute Hervé Digne.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si autant de marques de luxe financent, à des degrés divers, des résidences, à l'instar de LVMH Métiers d'Art, de la Fondation Hermès, de la Pinault Collection à Lens, de la Fondation Martell à Cognac, de la Fondation Roederer et de Ruinart à Reims, ou encore, à l'étranger, des fondations Prada et Bailly.